

## Procès-Verbal Réunion du Conseil Municipal en date du 31 Août 2016

### Séance n° 2016\_08

---

Le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye s'est réuni le trente et un août deux mil seize, à vingt heures trente minutes, en séance ordinaire, avec l'ordre du jour suivant :

#### Services Publics

- 1 - Création d'une Agence Postale Communale

#### Intercommunalité

- 2 - Communauté de Communes Latitude Nord Gironde - Fonds de Concours au titre de 2016

#### Finances - Personnel

- 3 - Recrutement d'un Contrat Unique d'Insertion, à 20/35°, au 1<sup>er</sup> octobre 2016 pour 12 mois
- 4 - Recrutement d'un Contrat Unique d'Insertion, à 20/35°, au 24 octobre 2016 pour 6 mois
- 5 - Création, au tableau des effectifs, d'un poste d'Adjoint Administratif Territorial de 2<sup>ème</sup> Classe, à temps complet, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2016
- 6 - Harmonisation des Tarifs des Locations de Salles
- 7 - Contrat de Chantier Educatif
- 8 - Piste Forestière Communale DFCI n° 5 - Convention du suivi financier du programme
- 9 - Participation au financement du remplacement d'un hydrant au lieu-dit « Jard de Bourdillas » sur la Commune de Saint-Savin
- 10 - Aménagements de Sécurité Routière au lieu-dit « Jard de Bourdillas »
- 11 - Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de La Livienne - Libéralisation des Fonds
- 12 - Budget Principal Commune - Décision Modificative Budgétaire n° 1/2016 sur opérations d'investissement

#### Subventions

- 13 - Subvention Lycée Jaufré Rudel

#### Autres Points

- 14 - Syndicat des Eaux du Blayais - Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable Exercice 2015
- 15 - Saur - Avenant n° 1 au Contrat d'Affermage pour l'exploitation du service public d'assainissement collectif
- 16 - Mise à disposition d'une salle communale pour l'organisation de Primaires Politiques

#### Questions Diverses

---

L'an deux mille seize et le trente et un du mois de août à vingt heures trente minutes, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Madame Murielle PICQ, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 24 août 2016

Présents : (15) Mme Murielle PICQ (Maire), M. Daniel DEBET (1<sup>er</sup> Adjoint), Mme Stéphanie BAUDE (2<sup>ème</sup> Adjoint), M. Bernard GRIMEE (3<sup>ème</sup> Adjoint), Mme Michèle BILLIER (4<sup>ème</sup> Adjoint), Mmes Marie-Claude BELLUE, Valérie BERLEMONT, MM. Thomas BERLINGER, François BERNY, Mme Irène FIORAZZO, MM. Eric GOUDONNET, Jean-Marie MACEIRA, Emmanuel MOULIN, Francis VITRAS, Mme Géraldine VIRUMBRALES.

Absents Excusés : (2) M. Bruno CADUSSEAU, Mme Valérie CHAMBOUNAUD.

Absents : (2) Mme Odette ANCELOT, M. David RAYMOND.

Madame Géraldine VIRUMBRALES est désignée secrétaire de séance.

Le Compte rendu de la dernière séance du 22 juin 2016 a été transmis par mail à chaque conseiller le 04 août 2016. Madame le Maire demande aux membres présents s'il y a lieu de relever des observations sur celui-ci. Aucune mention particulière n'étant évoquée, le compte rendu, soumis au vote, est donc approuvé à l'unanimité des membres présents.

Madame le Maire propose au Conseil Municipal de retirer de l'ordre du jour le point n° 11 relatif au « Syndicat Intercommunal du Bassin Versant de La Livenne – Libéralisation des Fonds » ; les informations complémentaires attendues n'étant pas parvenues en Mairie à ce jour. Le Conseil Municipal, acceptant cette modification, les sujets suivants seront chronologiquement renumérotés.

---

### **Information des décisions prises en application de l'article L 2122.22 du Code Général des Collectivités Territoriales**

Madame le Maire expose à l'assemblée ce qui suit :

Vu l'Article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délégation accordée à Mme le Maire par délibération du Conseil Municipal n° 20140401 en date du 11 avril 2014,

Considérant l'obligation de présenter au Conseil Municipal les décisions prises par Mme le Maire en vertu de cette délégation,

Le Conseil Municipal prend note des décisions suivantes :

Numéro Décision	Date	Objet
2016-85	21 juin	Arrêté n° 2010-071 réglementant la circulation pendant les travaux de terrassement au lieu-dit « La Gare »
2016-86	29 juin	Arrêté n° 2016-072 réglementant la circulation sur le territoire de la Commune de Saint-Christoly de Blaye à l'occasion d'une course cycliste

2016-87	05 juillet	Arrêté n° 2016-073 modificatif règlementant la circulation sur le territoire de la Commune de Saint-Christoly de Blaye à l'occasion d'une course cycliste
2016-88	06 juillet	Arrêté n° 2016-074 règlementant le stationnement et la circulation aux abords immédiats du Monument aux Morts
2016-89	08 juillet	Arrêté n° 2016-078 règlementant la circulation à l'occasion des feux d'artifice du vendredi 29 juillet 2016 et du lundi 1 <sup>er</sup> août 2016 de 19 h.30 au mardi 02 août 2016 à 00 h.00
2016-90	08 juillet	Arrêté n° 2016-076 règlementant la circulation sur la Piste Forestière n° 5
2016-91	08 juillet	Arrêté n° 2016-077 règlementant la circulation pendant la Fête Locale du 29 juillet au 1 <sup>er</sup> août 2016
2016-92	10 juillet	Arrêté n° 2016-075 de Voirie portant Alignement de Voirie
2016-93	19 juillet	Arrêté n° 2016-079 règlementant la circulation pendant les travaux de remplacement du poteau incendie Rue de Anciens Combattants
2016-94	22 juillet	Arrêté n° 2016-080 règlementant la circulation pendant les travaux de terrassement au lieu-dit « Rabut »
2016-95	02 août	Arrêté portant Admission d'un Fonctionnaire au bénéfice d'un Congé de Maladie Ordinaire
2016-96	02 août	Arrêté portant Admission d'un Fonctionnaire au bénéfice d'un Congé de Maladie Ordinaire
2016-97	02 août	Arrêté portant Admission d'un Fonctionnaire au bénéfice d'un Congé de Maladie Ordinaire
2016-98	03 août	Arrêté portant Admission d'un Fonctionnaire au bénéfice d'un Congé de Maladie Ordinaire
2016-99	03 août	Arrêté portant Admission d'un Fonctionnaire au bénéfice d'un Congé de Maladie Ordinaire
2016-100	03 août	Arrêté portant Admission d'un Fonctionnaire au bénéfice d'un Congé de Maladie Ordinaire

### **Délibération n° 20160831-01 – Création d'une Agence Postale Communale**

#### **Discussion**

Arrivées en cours de débat : M. Bernard Grimée (21 h.00) & M. Emmanuel Moulin (21 h.10)

Mme Murielle Picq indique avoir été informée, cet après-midi même, par Mme Catherine Petit que d'une part, les horaires du bureau de La Poste à 20 h. / semaine seront effectifs au 1<sup>er</sup> janvier 2017 au lieu du 4<sup>e</sup> T.2016 comme évoqué précédemment ; et d'autre part, que le plan de financement 2016 est prorogé jusqu'au 31 mars 2017. En revanche, le règlement du prochain plan de financement 2017 n'est pas connu à ce jour.

Parmi les Agences Postales Communales visitées, l'aménagement de celles de Cézac -dans le secrétariat de Mairie-, et de Cars -dans la bibliothèque- qui a fait l'objet de 6 000 € de

travaux entièrement financés par La Poste. Les Agences Postales Communales visitées sont donc différentes.

M. Daniel Debet présente une hypothèse de projet d'implantation de l'Agence Postale Communale et de réorganisation de l'accueil Mairie dans le cas de la mutualisation de ces deux services publics. Il évoque le risque de laisser l'agent de l'Agence Postale Communale seul, car dans les aménagements proposés par La Poste, il n'y a pas de vitres de séparation.

Mme Marie-Claude Bellue demande si le risque pour les agents du secrétariat a été évalué lui, si un autre lieu ne pourrait pas être envisagé, évoquant qu'il pourrait y avoir une autre solution.

Mme Valérie Berlemont nomme « Le Corbillard » ou la Bibliothèque.

Mme Irène Fiorazzo réfute catégoriquement l'idée de mettre le service postal dans les locaux du secrétariat de Mairie. Elle rappelle que Mme Catherine Petit a brièvement évoqué le «facteur-guichetier» qui lui semble être la meilleure solution. La Poste conservant intégralement sa notion de service public. En implantant une Agence Postale Communale, La Poste se libère, se décharge de ses obligations et engagements de service public ; transmettant «le bébé» aux collectivités. La formule «facteur-guichetier» restant de l'entière responsabilité et compétences de leurs services. En plus du coût pour la collectivité, il y aura un local supplémentaire de vide dans le bourg.

M. Jean-Marie Maceira envisagerait de confier cette mission à un commerçant de la Commune ; l'Agence Postale Communale lui semblant être la solution ultime à mettre en place.

M. Daniel Debet pense au risque que le commerçant cesse son activité.

Mme Murielle Picq complète en précisant que la formule de l'Agence Postale Communale permet de maintenir le service public au sein de la commune pendant 18 ans, par la signature d'une convention initiale de 9 ans, renouvelable 1 fois. Un commerçant ne pourra détenir qu'un « point poste » qui offrira encore moins de services, sans aucune garantie de longévité.

Mme Irène Fiorazzo insiste sur la nécessité, dans ce contexte, de laisser le bureau de La Poste à la gestion seule des services de La Poste, précisant que les horaires de 20 h./ semaine applicables au 1<sup>er</sup> janvier 2017, sont fixés pour le prochain plan de 3 ans, et qu'il sera temps d'aviser à cette issue.

Mme Murielle Picq rappelle que la baisse des horaires à 20 h. est actée dans le plan actuel de trois ans qui s'achève fin décembre 2016. Dans le prochain plan de trois ans, La Poste risque de nous proposer une diminution des horaires d'ouverture.

M. Jean-Marie Maceira craint que la précipitation ne soit pas la bonne solution, à l'instar de la construction du Centre de Soins. Avant de récupérer La Poste, il faut envisager un autre mode de gestion.

Mme Murielle Picq indique que le Conseil Municipal peut attendre avant de se prononcer mais que cela reste de la responsabilité des élus d'anticiper le risque de perte du service.

M. Jean-Marie Maceira précise que l'implantation de l'Agence Postale Communale, si elle doit se faire, ne doit pas l'être dans les locaux de la Mairie invoquant notamment la confidentialité et le manque de place ; et qu'il doit être trouvé un autre bâtiment.

M. Daniel Debet précise que sur le plan, il y aura un sas ou un bureau, les services sont séparés, l'accueil conviendrait, car assez grand. C'est un faux problème.

M. Jean-Marie Maceira comprend que la décision de créer et d'implanter l'Agence Postale Communale avec l'accueil de la Mairie, a déjà été prise avec certains membres du Conseil Municipal.

Mme Murielle Picq rappelle qu'aucune décision n'est arrêtée et que le Conseil Municipal est réuni pour prendre une décision collégiale. Et que la discussion d'aujourd'hui concerne la création ou pas d'une Agence Postale Communale, et dans l'affirmative, le lieu sera réfléchi et décidé ultérieurement. La Commune a la responsabilité de la continuité du service public.

M. Thomas Berlinger intervient en indiquant qu'avant d'acter une telle décision, il faudrait plus d'éléments, d'informations, des devis de travaux d'investissement notamment, et faire une projection de rentabilité et de coût sur la durée du conventionnement des 18 ans.

Mme Murielle Picq répond que M. Bernard Grimée a fait venir des artisans et est dans l'attente des devis.

M. Thomas Berlinger se souvient que Mme Catherine Petit avait donné une amplitude horaire d'ouverture de leurs services de 20 heures durant 3 ans et qu'après, celle-ci descendrait probablement à 12 heures.

M. Daniel Debet reprend en réaffirmant qu'actuellement le financement des travaux est assuré par les services de La Poste, mais que l'on ne sait pas ce qu'il en sera dans le futur plan.

Mme Stéphanie Baude redoute un problème de confidentialité si mise en place d'un « Point Poste » chez un commerçant.

Mme Irène Fiorazzo et M. Jean-Marie Maceira précisent qu'il en sera de même au niveau du secrétariat de Mairie, que c'est un argument de plus pour préconiser un « facteur/guichetier », qui reste entièrement à charge de La Poste.

M. Daniel Debet demande comment expliquer aux administrés la réduction programmée des horaires d'ouverture du service postal, et qui ira faire la démarche.

Mme Marie-Claude Bellue précise que cela ne changera rien puisque les horaires d'ouverture prévus pour l'Agence Postale Communale seront également de 20 heures, et pas plus.

Mme Murielle Picq précise que 20 heures, c'est le choix actuel, mais il est modulable. Dans le cas d'une Agence Postale Communale, c'est la municipalité qui décide des horaires d'ouverture, donc un temps complet peut être envisagé. Il faut équilibrer le service rendu.

Mme Marie-Claude Bellue pense que l'indemnité mensuelle versée par La Poste (env. 1 000€) ne couvrira pas la totalité des frais de salaire d'un agent à temps complet.

Mme Murielle Picq a fait chiffrer le coût salarial d'un agent à temps complet qui s'élève à 2 000 € / mois charges comprises. Sur le fonds, elle approuve les propos de Mme Irène Fiorazzo relatif au désengagement de La Poste.

Mme Irène Fiorazzo considère que La Poste est un service public qui ne doit pas se désengager, mais trouver une solution avec son personnel. Par un transfert auprès des communes ou autres commerçants, c'est un service public qui devient un service privé.

M. Daniel Debet craint la fermeture du bureau de poste s'il n'y a pas de création d'Agence Postale Communale, la Commune risque aussi de perdre le financement possible aujourd'hui.

M. Jean-Marie Maceira répond que d'ici là, on pourra installer l'Agence Postale Communale dans un des deux locaux encore disponibles du Centre de Soins. Il n'y aura pas de travaux à effectuer, et l'alarme est installée. Il ne voit pas pourquoi seule la Commission Communale des Finances a étudié ce dossier, a émis un avis présenté ce soir, sans concertation avec les autres membres.

Mme Murielle Picq répond qu'il y a un impact financier et précise que tous les membres du Conseil Municipal sont avisés lorsque les commissions communales se réunissent, et que chacun peut y participer parmi le public. D'autre part, il est prévu dans le projet de délibération de réexaminer le projet en commission des bâtiments.

Mme Stéphanie Baude répond que la Commission Communale Finances s'est prononcée par « non-choix ». Toutefois, si La Poste décide, la commune ne pourra rien faire.

Mme Irène Fiorazzo aurait souhaité une réunion extraordinaire rien que pour ce sujet, préalable à celle-ci pour évaluer le pour et le contre et, ce soir, prendre la décision. Elle serait favorable à l'implantation d'un Distributeur Automatique de Billets.

M. Emmanuel Moulin considère que l'Agence Postale Communale n'a pas à assurer le rôle de La Poste pour le versement d'une indemnité de 1 000 € ; et que les pratiques de La Poste sont un peu cavalières.

M. Thomas Berlinger précise qu'il faut évidemment maintenir le service public mais souhaite plus d'informations.

Mme Murielle Picq propose alors que les membres du Conseil Municipal réfléchissent aux autres éventualités et se positionnent après le 1<sup>er</sup> janvier 2017.

M. Daniel Debet émet l'idée de la création d'un groupe de travail pour ce sujet.

#### Délibération

Au cours de la dernière réunion du Conseil Municipal en date du 22 juin 2016, Mme Catherine Petit, Chargée de la relation Elu, au sein de l'Etablissement de La Poste, avait présenté à tous les membres du Conseil Municipal présents, les perspectives envisageables dans le cadre de l'évolution du réseau postal et de la réorganisation des services postaux.

Mme le Maire précise que les principaux propos échangés lors de cette rencontre ont été retranscrits dans le procès-verbal de réunion.

Elle rappelle également que le bureau de Poste, sous son statut actuel, apportera des modifications conséquentes à son activité au 1<sup>er</sup> janvier 2017.

La Commission Communale « Finances / Gestion du Personnel », réunie en date du 23 août 2016, s'est prononcée majoritairement favorable, par non-choix, à la création d'une Agence Postale Communale. Elle considère que l'étude de ce dossier doit être vue par la Commission Communale Urbanisme, pour l'aménagement d'un local et éventuellement le coût des travaux.

A ce jour, il est soumis à l'assemblée d'approuver, ou non, le principe de maintien du service public postal sur la Commune, sous la forme d'une Agence Postale Communale.

✓ Vu la Loi n° 90-568 du 09 juillet 1990 relative à l'organisation du service public de La Poste, version consolidée au 11 août 2016 ;

✓ Vu la Loi n° 95-115 du 04 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et de développement du territoire, version consolidée au 11 août 2016 ;

✓ Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Décide de différer ce choix au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2017.

#### Votes

Pour : 12                      Contre : 00

Abstentions : 03 (M. Bernard Grímée, Mmes Valérie Berlemont, Irène Fiorazzo)

---

#### **Délibération n° 20160831-02 – Communauté de Communes Latitude Nord Gironde – Fonds de Concours au titre de 2016**

Mme le Maire rappelle que le projet de création du parking implanté devant le Centre de Soins a été accepté par délibération n° 20160622-15, lors de la dernière réunion du Conseil Municipal en date du 22 juin 2016.

A ce jour, Mme le Maire porte à connaissance que les dits travaux sont éligibles aux Fonds de Concours octroyés par la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde, pour une somme forfaitaire de 5 000 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Sollicite, de la Communauté de Communes Latitude Nord Gironde, l'octroi d'un montant de 5 000 € dans le cadre des Fonds de Concours 2016, pour les travaux mentionnés ci-dessus ;

- Donne délégation de signature à Mme le Maire pour la Convention de Partenariat et toutes autres démarches relatives à cette affaire.

Votes      Pour : 15                  Contre : 00                  Abstention : 00

**Délibération n° 20160831-03 – Recrutement d'un Contrat Unique d'Insertion, à 20/35°, au 1<sup>er</sup> octobre 2016 pour 12 mois**

Mme le Maire souhaite faire un point du personnel employé aux écoles communales, dans le cadre du service périscolaire, sous forme de Contrat Unique d'Insertion.

Au titre de l'année scolaire 2015/2016 :

- 4 agents embauchés en Cui ;
- 3 arrivent à terme au 31 août 2016 ;
- le 4<sup>e</sup> arrivant à terme au 30 septembre 2016.

Au titre de l'année 2016/2017 :

- 1 renouvellement, acté par délibération n° 20160622-07 du 22.06.2016 ;
- 1 recrutement, acté par délibération n° 20160622-06 du 22.06.2016.

Pour le bon fonctionnement de nos écoles, et ce malgré la fermeture d'une classe de maternelle, il s'avère nécessaire d'avoir recours à la création d'un second Contrat Unique d'Insertion, après réorganisation des tâches et simulations des plannings.

De ce fait, pour cette nouvelle année scolaire, l'effectif des agents en Cui descendra à 3 au lieu de 4 l'année précédente.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Décide de créer un poste d'agent technique dans le cadre du dispositif « Contrat Unique d'Insertion », affecté aux services périscolaires ;
- Précise que la durée hebdomadaire de travail est fixée à 20/35<sup>ème</sup> ;
- Conclut que ce contrat sera établi sur une période d'une année, commençant le 1<sup>er</sup> octobre 2016 et se terminant au 30 septembre 2017 ;
- Indique que la rémunération sera fixée sur la base du Smic horaire ;
- Autorise Mme le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec le service de l'emploi public.

Votes      Pour : 15                  Contre : 00                  Abstention : 00

**Délibération n° 20160831-04 – Recrutement d'un Contrat Unique d'Insertion, à 20/35°, au 24 octobre 2016 pour 6 mois**

La Commission Communale « Finances / Gestion du Personnel », réunie en date du 23 août 2016 propose de procéder au recrutement d'un Contrat Unique d'Insertion, à 20/35° à compter du 24 octobre 2016, pour une durée de 6 mois.

Cet agent interviendra sur les deux sites scolaires, en priorité durant les vacances scolaires et hors du temps scolaire, et devra assumer des tâches polyvalentes d'entretien régulier des bâtiments scolaires et locaux annexes (ménage, petits bricolages, etc...). De ce fait, les fonctions liées à cet emploi seront différentes et complémentaires des autres agents, affectés, eux, aux services périscolaires.

Mme le Maire soumet donc cette proposition à l'assemblée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Décide de créer un poste d'agent technique polyvalent dans le cadre du dispositif « Contrat Unique d'Insertion », affecté principalement à l'entretien des bâtiments scolaires ;
- Précise que la durée hebdomadaire de travail est fixée à 20/35<sup>ème</sup> ;
- Conclut que ce contrat sera établi sur une période de six mois, commençant le 24 octobre 2016 et se terminant au 23 avril 2017 ;
- Indique que la rémunération sera fixée sur la base du Smic horaire ;
- Autorise Mme le Maire à mettre en œuvre l'ensemble des démarches nécessaires avec le service de l'emploi public.

Votes      Pour : 15                  Contre : 00                  Abstention : 00

**Délibération n° 20160831-05 – Création, au tableau des effectifs, d'un poste d'Adjoint Administratif Territorial de 2<sup>ème</sup> Classe, à temps non complet de 17 h. 30, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2016**

#### Discussion

Mme Murielle Picq explique que malgré l'avis défavorable de la commission des finances elle a tenu à inscrire cette délibération à l'ordre du jour pour au minimum sensibiliser les élus à la situation critique à laquelle elle doit faire face avec un retard important dans le travail et des salariés en difficultés.

M. Emmanuel Moulin rétorque, face à l'exposé de Mme le Maire, qu'en telle circonstance, il y a deux solutions : l'un consistant à augmenter les effectifs, l'autre à faire des renoncements. Avant, cela marchait à peu près, les exigences ont peut-être été accrues et on ne s'en sort plus.

Mme Murielle Picq confirme que certains dossiers n'ont pas pu être traités durant des années, faute de temps. Les répercussions se font ressentir aujourd'hui dans la gestion quotidienne. Alors faudrait-il renoncer à la culture ? Aux manifestations ? Mais c'est la vie de la commune. Les élus sont très investis dans leurs rôles : outre les adjoints, certains conseillers travaillent pleinement : Marie-Claude au niveau de l'école, Géraldine pour le journal et autres communications, Stéphanie et Valérie gèrent les salles et les manifestations. Début juillet, il a fallu faire appel au service renfort du CdG dans l'urgence.

Mmes Stéphanie Baude, Irène Fiorazzo, et M. Daniel Debet affirment que certains dossiers deviennent très urgents, que les sollicitations des services extérieurs transversaux sont de plus en plus exigeantes et impliquent des éléments de réponses en concordance avec la réglementation, sans cesse en évolution.

Mme Irène Fiorazzo confirme que le manque de temps pour la mise en place de certains dossiers administratifs n'est pas récent.

Mme Murielle Picq indique que l'évolution réglementaire nécessite une actualisation des connaissances quasi régulière dans les domaines spécifiques à chaque secrétaire, sans oublier le parcours de formation qui fait partie des carrières. Lors des entretiens professionnels de 2016, les agents avaient signalé le travail récurrent en flux tendu, le malaise permanent, les urgences incessantes et les priorités qui ne pouvaient pas être traitées. Mme le Maire affirme qu'il faut recruter quelqu'un de compétent qui ait des bonnes bases de secrétariat de Mairie afin d'être polyvalent.

M. Emmanuel Moulin demande comment sera financé ce poste et suggère de récupérer une Atsem de l'école.

Tous unanimes : non, oublier le volet financier.

Mme Irène Fiorazzo souligne que le métier n'est pas du tout le même, qu'une profession ne s'improvise pas.

Mme Murielle Picq confirme qu'une secrétaire, même connaissant le métier spécifique d'un secrétariat de Mairie, doit s'adapter au contexte de la collectivité, toutes les communes n'ayant pas le même fonctionnement. Il faut une personne expérimentée qui connaisse tant l'état civil, l'urbanisme, la gestion, l'accueil, bref une forte polyvalence. On a déjà essayé avec des contrats peu chers, mais les personnes n'étaient pas formées à ce métier. L'idée, c'est une personne qui puisse aider un peu sur chaque poste.

Mme Michèle Billier affirme que Marie, de l'accueil, devrait parfois pouvoir sortir de ce poste pour se concentrer sur certains dossiers.

Mme Irène Fiorazzo demande s'il serait possible de prendre quelqu'un à mi-temps qui travaillerait déjà sur une autre Mairie.

Mme Murielle Picq confirme que c'est une solution.

M. Daniel Debet précise qu'un agent des services techniques sera prochainement amené à fonctionner à mi-temps sur deux collectivités.

M. Jean-Marie Maceira propose de prendre quelqu'un de façon ponctuelle.

Mme Murielle Picq réitère que la charge de travail nécessite la présence permanente d'un agent qualifié. Par ailleurs, les recrutements ponctuels sont très encadrés. Quoi qu'il en soit, à chaque nouveau contrat, les secrétaires doivent « former » la personne. Un emploi pérenne, même à mi-temps, permettra une petite latitude de travail au personnel actuel.

Mmes Stéphanie Baude et Marie-Claude Bellue précisent que le retour d'expérience du récent passé et l'observation du fonctionnement du secrétariat de Mairie amène à cette réflexion.

Mme Irène Fiorazzo demande ce qui se passera si dans un an il n'y a plus de travail.

Mme Murielle Picq pressent que le risque sera plutôt de voir cet agent partir sur une autre structure avec un temps complet. Ce sera un agent administratif polyvalent (et un agent polyvalent au niveau des filières).

M. Emmanuel Moulin demande pourquoi ne pas créer une nouvelle commune en englobant Saugon et Saint-Vivien de Blaye. Il faut voir le côté financier et assurer les ressources en face.

Mme Stéphanie Baude intervient en précisant que pour cette année 2016, ce sera 1 mois de charges salariales supplémentaires, ce qui ne dépasse pas l'enveloppe votée.

M. Emmanuel Moulin prétend qu'actuellement il ne faudrait pas embaucher mais anticiper sur les années à venir.

M. Murielle Picq pense qu'il faut laisser un peu de temps, au 1<sup>er</sup> décembre. Acter un mi-temps et moduler ultérieurement si nécessaire en fonction de l'agent recruté.

Mme Irène Fiorazzo suggère de faire participer les 2 secrétaires au recrutement.

Mme Murielle Picq précise que la personne présumée est déjà venue en renfort.

### Délibération

Mme le Maire expose que les tâches incombant à l'ensemble du secrétariat de Mairie deviennent de plus en plus conséquentes, à tous les niveaux des services administratifs. Il devient indispensable que les secrétaires puissent approfondir les dossiers, qui à priori vue de l'extérieur, peuvent sembler simples et rapides. Un manque de veille administrative et juridique ne peut qu'être préjudiciable et exposer la municipalité aux recours de tous ordres.

Mme le Maire poursuit en précisant que, depuis l'élection de 2014, les diverses étapes de réorganisations des services n'ont pas été fructueuses, le recours à du personnel non expérimenté ne s'est pas révélé probant. Elle ajoute qu'un temps donné, il faut se rendre à l'évidence et reconnaître un déficit de personnel au niveau des services administratifs.

Dans ce contexte, Mme le Maire soumet aux membres présents la création au tableau des effectifs, d'un poste d'Adjoint Administratif Territorial de 2<sup>ème</sup> Classe, à temps non complet, 17 h. 30, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2016.

- ✓ Vu la Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- ✓ Vu le Décret n° 2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emploi des Adjoints Administratifs Territoriaux ;
- ✓ Vu les Décrets n° 87-1107 et 87-1108 du 30 décembre 1987 modifiés relatifs à la rémunération et à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C ;
- ✓ Vu le Décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;
- ✓ Vu notamment l'article 34 de la Loi précitée ;
- ✓ Sur le rapport de Mme le Maire ;

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Décide la création au tableau des effectifs de la Commune d'un poste d'Adjoint Administratif Territorial de 2<sup>ème</sup> Classe, à temps non complet, rémunéré conformément à la nomenclature statutaire des décrets susvisés ;
- Arrête la durée hebdomadaire de 17 heures 30 minutes, soit une quotité horaire de 17.50/35<sup>e</sup>, à compter du 1<sup>er</sup> décembre 2016 ;
- Inscrit es crédits correspondants au budget de la Commune ;
- Donne délégation de pouvoir et signature à Mme le Maire pour toutes démarches efférentes à ce recrutement.

Le Maire,

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de 2 mois à compter de sa notification, sa réception par le représentant de l'Etat et sa publication.

Votes      Pour : 14      Contre : 00      Abstention : 01 (M. Emmanuel Moulin)

~~~~~

#### **Délibération n° 201600831-06 – Harmonisation des Tarifs des Locations de Salles**

##### Discussion

M. Emmanuel Moulin invoque que compte tenu du débat précédent, il faudrait renoncer à ce genre de travail, faire des tableaux. Un tarif globalisé à l'année ferait perdre moins de temps.

Mme Murielle Picq indique que ce débat a déjà été mené lors d'une précédente commission communale.

Mme Stéphanie Baude réitère qu'elle assure la gestion des salles communales en collaboration avec Mme Valérie Berlemont et que les secrétaires n'interviennent pas à ce niveau.

##### Délibération

Par délibération n° 20141105-03 en date du 05 novembre 2014, le Conseil Municipal avait fixé les tarifs de location pour la Salle de Spectacle du Vox.

Par délibération n° 20151007-02 en date du 07 octobre 2015, le Conseil Municipal avait fixé les tarifs de location pour la salle Courade.

La Commission Communale « Finances / Gestion du Personnel » lors de sa réunion du 07 juin 2016, a décidé de procéder à quelques ajustements de tarifs, qui, à l'usage, se sont avérés nécessaires.

Cette harmonisation des tarifs, présentée sous forme d'un tableau synthétique dressé par le secrétariat de Mairie, est donc soumise à approbation du Conseil Municipal.

Mme le Maire indique que tous les conseillers municipaux ont été destinataires de ce tableau, transmis avec la convocation, pour observations éventuelles.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Décide d'approuver les tarifs des salles communales ;
- Précise que le dit tableau sera annexé à la présente délibération ;

Votes      Pour : 15      Contre : 00      Abstention : 00

### **Délibération n° 20160831-07 – Contrat de Chantier Educatif**

#### **Discussion**

Mme Murielle Picq indique avoir été relancé par les services du Conseil Départemental sur cette proposition datant du printemps, présentée au CCAS et ayant fait l'objet d'une annonce dans le journal municipal. L'encadrement de ce projet sera suivi par M. Daniel Debet.

M. Emmanuel Moulin demande si c'est nécessaire de faire de tels travaux quand on n'a pas le temps de gérer le quotidien. Selon lui, cela devrait faire partie des tâches dites de « renoncement ». Il demande s'il y a vraiment besoin de box de rangement. Il assure ne pas être contre le concept, mais encore faut-il en trouver le temps et en justifier les travaux.

Mmes Murielle Picq et Stéphanie Baude disent « on peut aussi ne rien faire sur une commune ».

M. Jean-Marie Maceira considère que le but premier n'est pas de savoir s'il est nécessaire de faire des box ou pas, mais de venir en aide à des jeunes en recherche d'identité.

Mme Murielle Picq pense que ce côté social fait également partie d'une des nombreuses missions de la Mairie.

M. Emmanuel Moulin ajoute qu'en deux délibérations, il y a trouvé deux renoncements.

M. Thomas Berlinger prend la parole « Tu pousses un peu loin Emmanuel, on ne peut pas te laisser dire cela ».

M. Emmanuel Moulin pense que cela va coûter des ressources financières ou temporelles, que la commune se crée un problème de plus à gérer.

Mme Murielle Picq rappelle que les membres du Conseil Municipal ont été élus pour faire évoluer la commune. Les box apporteront un certain confort aux agents techniques et le visuel sera plus agréable.

M. Jean-Marie Maceira aurait préféré que les jeunes puissent ramasser les ordures.

Mme Murielle Picq indique que les missions peuvent être variées et s'adapter aux nécessités de services. Que demain sera différent d'hier. Que la dernière opération de cet ordre avait boosté les agents, et que tout avait bien marché. Elle précise que la subvention financière octroyée par le Conseil Départemental participe au financement des repas des jeunes, au coût de l'encadrement par les agents techniques.

#### **Délibération**

Dans le cadre des actions d'intégration et de prévention en faveur de la jeunesse, et en partenariat avec le Conseil Départemental de la Gironde, la Commune de Saint-Christoly de Blaye pourrait bénéficier d'un Contrat de Chantier Educatif.

Le principe consiste à employer un public jeune de 16 à 25 ans, pris dans un processus de marginalisation scolaire, en leur confiant la réalisation d'un projet d'utilité public pour une durée maximale de 2 semaines, s'inscrivant dans le développement local ou la valorisation d'un patrimoine communal.

Le coût global de cette opération peut bénéficier d'une subvention correspondant aux frais de rémunération des jeunes (le Smic), et de l'achat des matériaux et fournitures diverses liés à l'opération. Cependant, cette aide ne peut excéder 50 % du montant du projet.

Mme le Maire informe qu'un dossier sera constitué afin de bénéficier de ce dispositif pour la création de box de rangement aux services techniques durant les vacances scolaires de Toussaint 2016. Parmi les pièces nécessaires à l'instruction du dossier, un budget prévisionnel et un descriptif précis des travaux sont indispensables.

Lors de la réunion de la Commission Communale « Finances / Gestion du Personnel » en date du 23 août 2016, Mme Valérie Chambounaud a émis le souhait de s'assurer d'un suivi et de se mettre en contact avec la personne référent auprès du Conseil Départemental.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Emet un avis favorable pour bénéficier de ce dispositif Contrat de Chantier Educatif ;
- Souhaite que les 2 jeunes retenus, inscrits à la Mission Locale, soient domiciliés sur la Commune de Saint-Christoly de Blaye ;
- Donne délégation de signature à Mme le Maire pour toute démarche et tout document relatif à cette affaire.

Votes      Pour : 15                  Contre : 00                  Abstention : 00

#### **Délibération n° 20160831-08 – Piste Forestière Communale DFCI n°5 – Convention du suivi financier du programme**

##### Discussion

Mme Murielle Picq informe que les travaux sont terminés.

M. Daniel Debet explique les quelques difficultés intervenues après la fin des travaux pour la fermeture de la piste. La commune a dû intervenir avec le tractopelle. Des portions n'avaient pas été fermées et des 4 x 4 avaient tiré les pierres avec des sangles.

M. Emmanuel Moulin demande s'il ne serait pas envisageable de poser des caméras de surveillance.

M. Daniel Debet et Mme Stéphanie Baudé précisent que la pose de toute caméra est soumise à déclaration préfectorale avec descriptif de l'emplacement précis et fixe.

Mme Murielle Picq précise que seuls les ponts dits d'utilité publique, donnant l'accès aux services de secours, ont été réalisés par l'entreprise selon les directives de la DFCI. Ceux n'entrant pas dans ce cas, devront être créés par les propriétaires eux-mêmes.

##### Délibération

Dans le cadre du programme 2015 « Empierrement de la Piste Forestière n° 5 », une convention doit être signée entre l'association Syndicale Autorisée de Défense des Forêts Contre l'Incendie du Blayais et la Commune de Saint-Christoly de Blaye.

Mme le Maire indique que tous les conseillers municipaux ont été destinataires du projet de convention, transmis avec la convocation. Après avoir rappelé l'objet de cette opération et énuméré le volet financier, Mme le Maire précise que la participation communale de 22 195,36 € a été inscrite lors du vote du Budget Unique Principal 2016 en section d'investissement, opération 10001, article 2151.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Donne délégation de signature à Mme le Maire pour la convention avec l'Asa de Dfci du Blayais et pour toutes autres démarches relatives à cette affaire ;
- Mentionne que ladite convention sera annexée à la présente délibération.

Votes      Pour : 15                  Contre : 00                  Abstention : 00

**Délibération n° 20160831-09 – Participation au financement du remplacement d'un hydrant au lieu-dit « Jard de Bourdillas » sur la Commune de Saint-Savin**

Mme le Maire informe avoir été saisie par la Commune de Saint-Savin afin d'obtenir une participation financière pour le remplacement d'un hydrant défaillant en agglomération du lieu-dit « Jard de Bourdillas », sis de part et d'autre de la RD. 115 sur les communes de Saint-Savin et Saint-Christoly de Blaye.

L'hydrant, implanté sur le territoire de la Commune de Saint-Savin, permet, outre la couverture en défense incendie des habitations et autres bâtiments dont Saint-Savin a le ressort, de protéger également contre ce risque, les quelques habitations de notre territoire communal de ce périmètre.

Le devis relatif au renouvellement de ce poteau incendie, présenté par la Commune de Saint-Savin, s'élève à 2 500.48 € Ttc. La collectivité de Saint-Savin propose de s'acquitter de la Tva, et répartir le montant Ht de la dépense.

Considérant la répartition des habitations, la Commission Communale « Finances / Gestion du Personnel », réunie en date du 23 août 2016, propose de participer à hauteur de 1/3 du coût Ht des travaux, soit 694.58 €, sur présentation de la facture réellement acquittée.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, au vu de la facture acquittée, décide :

- De participer pour la somme arrêtée à 694.58 € ;
- D'inscrire cette somme en section de fonctionnement au chapitre 65 –autres charges de gestion courantes- ;
- De donner délégation de signature à Mme le Maire pour les démarches relatives à cette affaire.

Votes      Pour : 15                  Contre : 00                  Abstention : 00

**Délibération n° 20160831-10 – Aménagements de Sécurité Routière au lieu-dit « Jard de Bourdillas »**

Discussion

M. Daniel Debet indique qu'il a obtenu un rendez-vous pour demain matin avec M. Alain Renard, Maire de Saint-Savin, afin d'avoir des précisions sur le coût de l'opération qui lui semble élevé, selon les premiers éléments.

Mme Murielle Pica et M. Bernard Grmée confirment l'intérêt d'avoir les devis précis.

M. Thomas Berlinger, à la présentation du plan, fait remarquer qu'un plateau est prévu d'être implanté à moins de 150 mètre du stop.

Mme Murielle Pica propose que l'on attende d'avoir les chiffres de l'opération et de reporter la signature de la convention proposée.

### Délibération

Mme le Maire expose avoir reçu des services du Centre Routier Départemental de Blaye, une convention relative à l'amélioration de la sécurité dans l'agglomération du lieu-dit « Jard de Bourdillas », géographiquement situé sur les deux communes.

Mme le Maire indique que tous les conseillers municipaux ont été destinataires de la convention, transmise avec la convocation. L'article 2 de ladite convention indique que le financement des travaux décrits sera assuré par les Communes de Saint-Savin et Saint-Christoly de Blaye, sans mention, ni du coût prévisionnel d'investissement, ni des modalités des participations communales ; se réfèrent néanmoins, à la possibilité pour les communes de solliciter une aide du Département, selon les règles préalablement définies.

A cette convention, sont joints un extrait de la délibération du Conseil Municipal de la Commune de Saint-Savin en date du 07 juillet 2016 et un plan décrivant l'implantation du dispositif de sécurité.

Par ailleurs, Mme le Maire tient à préciser que la Commune de Saint-Christoly de Blaye, bien qu'ayant entendu parler du projet, n'a été ni associée à la réflexion, ni concertée.

La Commission Communale « Finances / Gestion du Personnel », réunie le 23 août 2016, considérant qu'il leur manque des informations, a émis le souhait de ne pas prendre de décisions à ce stade.

Depuis, sur sollicitation de Mme le Maire, la rencontre qui a eu lieu, hier 30 août 2016 avec les services du Centre Routier Départemental, a permis d'éclaircir certains points et d'appréhender l'impact financier pour la Commune de Saint-Christoly de Blaye. En l'occurrence, les aménagements prévus sur le territoire communal consistent principalement en la mise en place de trois plateaux en résine pour la signalétique au sol et la plantation d'une haie végétale.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, conscient que des travaux d'amélioration de sécurité doivent être réalisés sur cette section d'agglomération :

- Souhaite, avant engagement de tous travaux, en connaître, au préalable, le volet financier, ainsi que les modalités de subventions susceptibles d'être octroyées par le Département de la Gironde ;
- Décide de reporter la signature de la convention

Votes      Pour : 15      Contre : 00      Abstention : 00

### **Délibération n° 20160831-11- Budget Principal Commune – Décision Modificative Budgétaire n°1/2016 sur opérations d'investissement**

Mme le Maire expose qu'il convient d'effectuer une décision modificative budgétaire en section d'investissement, pour 3 objets différents :

1. Opération 28 – Salle des Mariages : financement de l'installation du chauffage
2. Opération 11 – Acquisition de Matériel : quelques équipements ou renouvellements d'appareils
3. Opération 10011 – Eclairage Public Rue du 19 mars 1962 : travaux commandés en 2015, omis en RAR

Cette décision modificative budgétaire a été vue en Commission Communale « Finances / Gestion du Personnel », en date du 23 août 2016.

L'Ecriture budgétaire n'impactant que la section d'investissement, il convient d'effectuer le virement de crédit ainsi :

|                                                                    |               |
|--------------------------------------------------------------------|---------------|
| ✓ Chapitre 020 (Opérations imprévues)                              | - 14 296.00 € |
| ✓ Opération 28 – Article 21311 (Hôtel de Ville)                    | + 1 000.00 €  |
| ✓ Opération 11 – Article 2188 (Autres Immobilisations Corporelles) | + 3 000.00 €  |
| ✓ Opération 10011 – Article 21534 (Réseaux d'électrification)      | + 10 296.00 € |

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- De voter la Décision Modificative Budgétaire ainsi transcrite.

Votes      Pour : 15                  Contre : 00                  Abstention : 00

#### **Délibération n° 20160831-12- Subvention Lycée Jaufré Rudel**

En janvier 2016, le Lycée Jaufré Rudel de Blaye sollicitait la Commune de Saint-Christoly de Blaye pour l'obtention d'une subvention afin de financer deux voyages scolaires de l'année scolaire 2015/2016.

Considérant que 8 enfants de la commune participaient à ces voyages, la Commission Communale « Finances/Gestion du Personnel » réunie courant février 2016, avait émis un avis favorable pour l'octroi d'une aide de 50 €/enfant. Néanmoins, cette dépense doit être actée par délibération du Conseil Municipal.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Confirme l'octroi d'une subvention totale de 400 € au titre des voyages scolaires 2015/2016, organisés par le Lycée Jaufré Rudel de Blaye, sous réserve du reversement aux familles ;
- Indique que cette subvention sera mandatée en section de fonctionnement, sur l'article 6574 Subvention de Fonctionnement, provisionné.

Votes      Pour : 15                  Contre : 00                  Abstention : 00

#### **Délibération n° 20160831-13 – Syndicat des Eaux du Blayais – Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable Exercice 2015**

Mme le Maire présente à l'assemblée le rapport annuel de l'exercice 2015, portant sur le prix et la qualité du service public de l'eau potable, établi par le syndicat des Eaux du Blayais.

Ce rapport a été adopté par le Comité Syndical du Syndicat Intercommunal des Eaux du Blayais en séance du 23 juin 2016, et que conformément à l'Article L. 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il doit être soumis aux communes adhérentes dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice.

Mme le Maire précise que ce rapport, à disposition du public, a pour objectif d'informer les usagers du service rendu.

Mme le Maire indique que tous les conseillers municipaux ont été destinataires de ce rapport, transmis avec la convocation, pour observations éventuelles.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye, décide :

- Approuve le Rapport Annuel du service public de l'eau potable au titre de l'exercice 2015 établi par le Syndicat des Eaux du Blayais ;
- Mentionne que ledit rapport sera annexé à la présente délibération.

Votes      Pour : 15                  Contre : 00                  Abstention : 00

**Délibération n° 20160831-14 – Saur –Avenant n° 1 du Contrat d’Affermage pour l’exploitation du service public d’assainissement collectif**

**Discussion**

M. Thomas Berlinger demande si la commune aura accès aux cartographies des réseaux qui seront établies. Il se demande également si ce travail ne fait pas doublon avec celui du SATESE.

Mme Murielle Picq indique que ces cartes amèneront une connaissance plus précise du réseau d’assainissement utile à l’étude des demandes d’urbanisme. Elle ajoute que, dans un deuxième temps, il sera judicieux de demander la cartographie du réseau pluvial, jusqu’ici inconnu, puisque la commune n’a aucun tracé des réseaux.

M. Emmanuel Moulin se pose la question de savoir quelles sont les compétences d’un Conseil Municipal pour voter de genre de rapport. Difficultés de compréhension technique.

**Délibération**

Le contrat d’affermage liant la Commune de Saint-Christoly de Blaye avec la Saur, est applicable depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012 pour 12 ans, soit jusqu’au 30 juin 2024.

Mme Alice Hillaireau, Chef d’Agence Gironde, est venue expliquer, lors de la Commission Communale « Finances / Gestion du Personnel » en date du 07 juin 2016, les incidences, imposées par l’évolution réglementaire, mentionnées sur la proposition d’avenant n° 1 :

- ⇒ 1 - La Loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 dite « Grenelle 2 », intitulée « Anti-endommagement », entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> juillet 2012, mais dont la dernière partie des décrets d’application est sortie en octobre 2014 ;
  - la mise en place de système de cartographies, Système Informatique Géographique, et un Guichet Unique ;
  - une « entrante » dématérialisée d’investigations complémentaires pour les relations avec les tiers.
- ⇒ 2 - La Loi n° 2013-312 du 15 avril 2013 dite « Loi Brottes », interdisant les coupures d’eau dans une résidence principale pour cause d’impayés, favorisant une accélération des procédures contentieuses. La gestion des impayés sera suivie par le délégataire (la Saur) via la création d’un compte « Impayé et recouvrement ».
- ⇒ 3 - Depuis juin 2016, un nouvel avenant actualisé intègre un chapitre non présenté dans le projet d’avenant initial. Il concerne le renforcement de la surveillance du milieu récepteur suite à la publication de l’Arrêté Préfectoral SEN/2015/07/02-48 du 02 juillet 2015, relatif à la station d’épuration de notre commune, qui entraîne la réalisation d’analyses supplémentaires pour les suivis physico-chimique et biologique.

Jusqu’au terme du contrat, l’incidence de cet avenant impliquera une charge supplémentaire globale estimée à 4 469 € / an, répartie ainsi :

|                                                                 |            |
|-----------------------------------------------------------------|------------|
| ✓ nouvelle réforme anti-endommagement des réseaux               | 214.00 €   |
| ✓ amélioration de la connaissance des réseaux                   | 746.00 €   |
| ✓ nouvelles dispositions concernant le recouvrement des impayés | 2 565.00 € |
| ✓ surveillance de la qualité du milieu récepteur                | 944.00 €   |

Mme le Maire indique que tous les conseillers municipaux ont été destinataires de cet avenant, transmis avec la convocation, pour observations éventuelles.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Donne pouvoir de signature à Mme le Maire pour l’avenant n° 1 dont les grandes lignes sont décrites ci-dessus
- Mentionne que ledit avenant n° 1 sera annexé à la présente délibération.

**Votes**      Pour : 15                  Contre : 00                  Abstention : 00

**Délibération n° 20160831-15 – Mise à disposition d'une salle communale pour l'organisation de Primaires Politiques**

**Discussion**

M. Thomas Berlinger demande si ce sont des réunions politiques.

Mme Murielle Picq confirme que ce seront des élections dans la cadre des primaires politiques.

M. Jean-Marie Maceira demande si on peut fixer un tarif.

Mme Murielle Picq répond que c'est possible, elle reprend les termes de la circulaire du ministère, néanmoins, elle propose de mettre à disposition la salle des associations à titre gracieux.

**Délibération**

Dans le cadre de l'organisation de Primaire en vue de la prochaine échéance présidentielle de 2017, il a été demandé à la Commune une mise à disposition de salle municipale pour les dimanches 20 et 27 novembre 2016.

Mme le Maire propose de prendre une délibération de principe pour toutes les autres éventuelles demandes.

L'organisation d'élections primaires par les partis politiques est réglementée par la circulaire NOR INTA1603608C en date du 22 février 2016.

Mme le Maire propose la mise à disposition de la salle des associations, sous réserve de disponibilité aux dates sollicitées.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal de la Commune de Saint-Christoly de Blaye :

- Emet un avis favorable à la mise à disposition de la salle des associations pour l'organisation de Primaires Politiques ;
- Fixe un tarif de 150 € à la journée ;
- Accepte de prêter le matériel électoral spécifique (isoloirs, et urnes) ;
- Refuse de déléguer du personnel communal pour cette mission ;
- Donne délégation de signature à Mme le Maire pour la convention et tout autre document relatif à cette affaire.

Votes      Pour : 15                  Contre : 00                  Abstention : 00

**Questions Diverses**

**1 – Famille Roquillas**

Mme le Maire informe des remerciements d'obsèques parvenus pour le décès de M. Serge Roquillas.

M. Emmanuel Moulin voudrait être informé lorsqu'il y a un décès sur la commune par un mail de la Mairie. Ceux qui se trouvent souvent à la Mairie en sont informés, il demande l'égalité entre les élus.

**2 – Enedis – Convention de Servitude**

La municipalité a été saisie par Enedis (Anciennement Erdf) afin de contractualiser deux conventions de servitude sur la parcelle cadastrée ZI.130 au lieu-dit « Moulin Blanc », au-

dessus de laquelle passe une ligne aérienne de 400 Volts. Enedis sera informé que sur le cadastre, cette parcelle est propriété de la Sté des Autoroutes du Sud de la France depuis 1987.

### 3 – Syndicat Intercommunal de La Livenne

Mme le Maire a reçu, ce jour même, une convocation à une réunion en Sous-Préfecture pour le 19 septembre 2016.

Elle informe les élus de la proposition faite lors de la réunion du 8 juillet en sous-préfecture par le liquidateur. La Cdc de l'Estuaire absorberait tout le passif puisqu'il ne semble pas possible de répartir la dette équitablement entre toutes les communes.

Le collectif serait d'accord sur le fait de libérer les fonds pour que le liquidateur règle les échéances, sous réserve que toutes les communes du syndicat soient d'accord sur la proposition du liquidateur.

### 4- Information sur le Fonctionnement du Secrétariat de Mairie

Durant les congés de l'été 2016, trois agents administratifs sont intervenus successivement à l'accueil de la Mairie, deux provenant du service de remplacement du Centre de Gestion de la Gironde, et une personne en poste, à temps non complet, sur une autre collectivité.

### 5 –Schéma Départemental de la Coopération Intercommunale de la Gironde

La Commission Départementale de la Coopération Intercommunale se réunira le 08 septembre 2016. Information donnée par M. Roques.

### 6 – Bulletin Municipal

Il sera terminé d'imprimer vendredi, et à distribuer avant le forum des associations, soit pour le 10 septembre 2016. Il y sera joint une plaquette de la programmation du Vox.

### 7 – Réunion d'Adjoints

Mme le Maire informe de la reprise des réunions d'adjoints, tous les lundis à 10 h.00 ; et précise que celles-ci sont ouvertes à tous les membres du Conseil Municipal.

### 8 – Fête Foraine de la Saint Christophe

M. Jean-Marie Maceira fait part que beaucoup de personnes félicitent le choix du feu d'artifice pour la fête foraine.

Mme Murielle Picq indique que les adjoints techniques ont travaillé dur pour nettoyer le terrain au dernier moment.

M. Emmanuel Moulin évoque l'article du prochain journal dans lequel il souligne l'aide apportée par la Mairie. Il précise qu'il faut du monde pour gérer l'organisation et qu'il est en recherche de bénévoles pour l'année prochaine. Il termine en constatant que la Sacem coûte cher.

Mme le Maire confirme, la commune s'acquitte un droit Sacem pour le marché du dimanche matin, 140 € / an, mais il ne peut servir qu'au marché.

### 9 – Informations Diverses

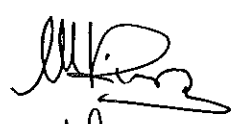
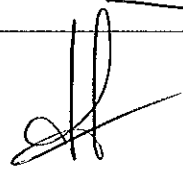
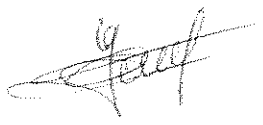

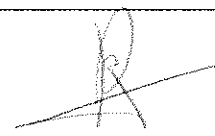
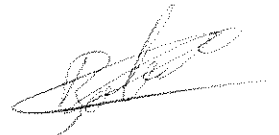


✓ M. Emmanuel Moulin apporte des précisions sur le compteur électrique installé pour la fête foraine sur la commune de Braut et Saint-Louis. C'est un coffret électrique 12 prises, tarif jaune de 170 Kw, disjoncteur triphasé, sans comptage. Ce compteur sert l'hiver aux bâtiments techniques, et l'été essentiellement pour la fête foraine.



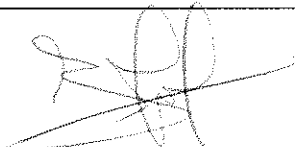



[illegible]

Le Maire,  
Mme Murielle PICQ

*[Handwritten signature]*

**Signatures des Elus Membres du Conseil Municipal**  
**Séance 2016\_08 du 31 août 2016**

| <u>NOM Prénom et Qualité</u>                           | <u>Signature</u>                                                                      |
|--------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------|
| Mme <b>PICQ</b> Murielle, Maire                        |    |
| M. <b>DEBET</b> Daniel, Premier Adjoint                |    |
| Mme <b>BAUDE</b> Stéphanie, Second Adjoint             |                                                                                       |
| M. <b>GRIMEE</b> Bernard, Troisième Adjoint            |     |
| Mme <b>BILLIER</b> Michèle, Quatrième Adjoint          |   |
| Mme <b>ANCELOT</b> Odette, Conseillère Municipale      | Absente                                                                               |
| Mme <b>BELLUE</b> Marie-Claude, Conseillère Municipale |  |
| Mme <b>BERLEMONT</b> Valérie, Conseillère Municipale   |  |
| M. <b>BERLINGER</b> Thomas, Conseiller Municipal       |  |
| M. <b>BERNY</b> François, Conseiller Municipal         |   |
| M. <b>CADUSSEAU</b> Bruno, Conseiller Municipal        | Absent Excusé                                                                         |

|                                                          |                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Mme <b>CHAMBOUNAUD</b> Valérie, Conseillère Municipale   | Absente Excusée                                                                                      |
| Mme <b>FIORAZZO</b> Irène, Conseillère Municipale        |                    |
| M. <b>GOUDONNET</b> Eric, Conseiller Municipal           |                   |
| M. <b>MACEIRA</b> Jean-Marie, Conseiller Municipal       |                   |
| M. <b>MOULIN</b> Emmanuel, Conseiller Municipal          | Apartir 22h15<br> |
| M. <b>RAYMOND</b> David, Conseiller Municipal            | Absent                                                                                               |
| M. <b>VITRAS</b> Francis, Conseiller Municipal           |                 |
| Mme <b>VIRUMBRALES</b> Géraldine, Conseillère Municipale |                 |